

### LES TRANSPORTS AÉRIENS

«AUTAIR HELICOPTER SERVICES LIMITED» ET L'ORDONNANCE DE LA COMMISSION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Fernand-E. Leblanc (Laurier):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

L'honorable ministre a-t-il reçu un avis d'appel de la part de la société *Autair Helicopter Services Limited* relativement à l'ordonnance n° 4245 de la Commission des transports aériens et, dans le cas de l'affirmative, peut-il dire à la Chambre comment il a disposé de cet appel?

[Traduction]

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, j'ai bien reçu un appel en ce sens et j'y ai donné suite hier en agréant cet appel, demandant que le permis ne soit pas suspendu avant qu'il y ait eu audience publique. Il plairait peut-être aux honorables députés que je dépose les trois documents en cause, le décret de la Commission, l'appel et la décision que j'ai prise à l'égard de cet appel.

**L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné qu'environ 100 employés seront congédiés par suite du décret de la Commission des transports aériens, le ministre envisagerait-il de remettre la suspension des opérations de la société jusqu'à ce qu'on ait disposé de l'appel?

**L'hon. M. Pickersgill:** C'est exactement ce que j'ai fait en agréant l'appel. On demandait dans cet appel de ne pas procéder à la suspension avant qu'une audience ait eu lieu, et j'ai consenti à la demande de l'appelant selon laquelle une audience devrait avoir lieu avant la suspension du permis.

**L'hon. M. Martineau:** Dans ce cas, le ministre nous déclare-t-il que la compagnie aura le droit de poursuivre son exploitation en attendant l'audience de l'appel?

**L'hon. M. Pickersgill:** C'est exactement le sens du jugement que l'honorable député peut lire.

### QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Lawrence E. Kindt (MacLeod):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Quelle mesure lui et le gouvernement entendent-ils prendre pour empêcher la fuite des capitaux par suite de la baisse enregistrée à la Bourse et des politiques du gouvernement?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît! Je trouve la question extrêmement intéressante, mais je ne vois pas comment on pourrait, dans deux ou trois minutes, donner une réponse détaillée à cette question très importante.

### LES RELATIONS AU SEIN DU COMMONWEALTH

RUMEURS D'INSTITUTION D'UNE ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sont tous deux absents pour une excellente raison, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Le gouvernement du Royaume-Uni ou le secrétaire d'État aux relations du Commonwealth, le très honorable Arthur George Bottomley, auraient-ils laissé entendre au gouvernement canadien que, lors de la conférence des premiers ministres, ce ministre présentera une recommandation en vue de créer une assemblée représentative parmi les nations du Commonwealth? Quelle sera l'attitude du Canada à cet égard? Je pose la question parce que nous n'aurons aucune occasion de la débattre. Puis-je signaler tout de suite qu'en posant cette question, je n'entends pas apporter le moindre appui à la proposition?

**L'hon. J. W. Pickersgill (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, tout d'abord, c'est évidemment une question sur laquelle je ne détiens aucun renseignement. Je n'ai pas entendu parler de proposition semblable, mais quoi qu'il en soit, j'hésiterais à répondre, car mes pouvoirs sont limités. Le premier ministre sera ici demain et je suis sûr qu'il tiendra la question pour préavis, afin de pouvoir rédiger la réponse très attentive qu'il voudra faire, j'en suis sûr, à la suite de cette allégation lourde de sens.

[Français]

### LE CENTENAIRE DU CANADA

RÉUNION DES DÉPUTÉS ET DES MEMBRES DE LA COMMISSION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gustave Blouin (Saguenay):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Peut-il dire à la Chambre si une date a été fixée pour une réunion des députés et des membres de la Commission du centenaire, relativement au programme et aux projets de cette commission?